

Amnesty International : l'Iran a été le principal moteur de la hausse des exécutions dans le monde en 2025



Dans son dernier rapport annuel sur la peine de mort,¹ Amnesty International a annoncé que le nombre d'exécutions enregistrées dans le monde en 2025 avait atteint son niveau le plus élevé depuis 1981. L'Iran, avec au moins 2 159 exécutions, a été le principal moteur de cette hausse. Selon Amnesty International, ce chiffre est plus du double de celui enregistré en 2024 pour l'Iran. Il montre que la République islamique continue d'utiliser la peine de mort comme outil pour instaurer la peur, réprimer les protestations et afficher la puissance du pouvoir.

D'après ce rapport, au moins 2 707 personnes ont été exécutées en 2025 dans 17 pays, soit une augmentation de 78 % par rapport aux 1 518 exécutions enregistrées en 2024. Ce chiffre n'inclut pas les milliers d'exécutions qui, selon Amnesty, continuent d'être menées en Chine — le pays exécutant le plus de personnes — de manière confidentielle.

Amnesty International indique que près de la moitié des exécutions recensées dans le monde en 2025 concernaient des infractions liées aux stupéfiants, dont 998 cas enregistrés en Iran.

L'Iran figure aux côtés de la Chine, de l'Arabie saoudite, du Koweït et de Singapour, parmi les pays qui ont le plus développé le recours à la peine de mort en adoptant des politiques extrêmement répressives en matière de drogues.

Le rapport conjoint d' *Iran Human Rights Organization* et de *Together Against the Death Penalty* indique qu'en 2025, au moins 1 639 exécutions en Iran ont été confirmées selon les critères stricts de ces deux organismes — un chiffre qui constitue le plus haut niveau enregistré depuis 1989.

Selon ce rapport, seuls 113 de ces cas, soit moins de 7 %, ont été annoncés officiellement. Par ailleurs, 553 autres signalements n'ont pas été inclus dans les statistiques finales en raison d'un manque de preuves suffisantes ou d'une absence de vérification indépendante. Les auteurs du rapport estiment que cet élément peut expliquer en partie l'écart entre le nombre figurant dans cette étude, et le chiffre plus élevé avancé par Amnesty International.

Selon *Iran Human Rights Organization* et *Together Against the Death Penalty*, au moins 795 personnes ont été exécutées en Iran en 2025 pour des accusations liées aux stupéfiants. Par ailleurs, 747 autres personnes ont été pendues dans des affaires de meurtre.

Ce rapport fait également état de l'exécution d'au moins 48 femmes, de 84 citoyens afghans, de trois citoyens irakiens, ainsi que de 11 exécutions publiques. Il ajoute que des enfants figuraient parmi les spectateurs lors de certaines de ces exécutions publiques.

1 Publié le 8 mai 2026 <https://www.amnesty.fr/documents/rapport-peine-de-mort-2025/>
<https://www.amnesty.fr/dossiers/peine-de-mort-un-combat-d-actualite/>

Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, a déclaré en réaction à l'augmentation mondiale des exécutions, que « *un petit groupe de gouvernements a transformé la peine de mort en une arme destinée à semer la peur, à faire taire l'opposition, et à punir les communautés marginalisées* ». Elle a cité des pays comme la Chine, l'Iran, la Corée du Nord, l'Arabie saoudite, le Yémen, le Koweït, Singapour et les États-Unis, affirmant que ces États, contrairement à la tendance mondiale vers l'abolition de la peine de mort, restent prêts à procéder à des exécutions à tout prix.

Les exécutions en Iran ne se sont pas limitées à celles de l'année 2025. Ces derniers jours, les médias officiels et semi-officiels de la République islamique ont annoncé de nouvelles exécutions. ; notamment celle d'Ehsan Afrashteh, accusé d'espionnage au profit d'Israël, ainsi que celle d'un homme accusé d'avoir tué un policier lors des manifestations de 2026. Dans les deux cas, des organisations de défense des droits humains ont exprimé leurs inquiétudes concernant la procédure judiciaire, les aveux forcés ou l'absence d'accès à un avocat indépendant

À l'échelle mondiale, l'Arabie saoudite occupe la deuxième place derrière l'Iran, avec au moins 356 exécutions en 2025. Le Koweït, l'Égypte, Singapour et les États-Unis ont également connu une augmentation marquée des exécutions. Selon Amnesty International, les pays qui continuent de pratiquer la peine de mort constituent une minorité isolée dans le monde. Cependant, cette même minorité, par son recours massif à la peine capitale, remet en question la tendance générale dans le monde à évoluer vers l'abolition de la peine de mort.

Lorsqu'en 1977, Amnesty a lancé sa campagne contre les exécutions capitales, seuls 16 pays l'avaient abolie ; aujourd'hui, 113 pays l'ont supprimée pour tous les crimes, et plus des deux tiers des États du monde sont engagés, en droit ou en pratique, sur la voie de son abolition.

En 2025, le Vietnam a abolie la peine de mort pour huit infractions, la Gambie l'a supprimée pour le meurtre, la trahison et certains crimes contre l'État. Au Liban et au Nigeria, des projets visant à abolir la peine capitale ont été proposés.

Le nouveau rapport d'Amnesty International montre une nouvelle fois que la République islamique d'Iran se trouve au cœur de la crise mondiale des exécutions. Une crise qui, selon les organisations de défense des droits humains, ne reflète pas l'application de la justice, mais plutôt la transformation de l'appareil judiciaire en un instrument de répression, d'intimidation et de contrôle politique de la société